

## **Exploitation sexuelle des enfants sur internet : une tendance alarmante**

Les nouvelles technologies rendent plus facile l'exploitation sexuelle des enfants sur internet, comme le streaming en live d'abus sexuels sur des enfants à l'aide de webcams ou de téléphones mobiles, souvent à des fins commerciales. Les appareils mobiles sont également de nouveaux outils modernes avec lesquels les prédateurs sexuels abusent des enfants en utilisant des applis pour cibler, recruter et contraindre des enfants à se livrer à des actes sexuels. Selon les experts, des dizaines de milliers d'enfants du monde entier sont sexuellement exploités en ligne, et leur nombre semble être en constante augmentation. Les victimes sont des petits garçons ou des petites filles, de jeunes enfants ou des adolescents, et sont de toutes origines ethniques et socio-économiques.

Généralement, le processus commence quand un prédateur prend contact avec une jeune victime potentielle et, par le biais de la manipulation psychologique et de la contrainte, prépare l'enfant pour en faire un objet d'exploitation sexuelle. Le criminel entre ensuite en contact via internet avec un client qui demande spécifiquement à avoir affaire à un enfant. L'enfant continue d'être victimisé du fait de son exploitation sexuelle à des fins commerciales et des abus qui lui sont infligés ainsi que par le streaming des actes sexuels en direct. Le client peut se trouver n'importe où au monde ; les abus ont lieu dans des logements privés, des cybercafés ou des « cyberbordels » dans le quartier où l'enfant vit ou à proximité. Ce qui est dérangeant, c'est la prolifération de communautés en ligne fermées et hautement protégées, spécialisées dans les abus sexuels sur les enfants. Des cas d'enfants victimes de ce crime ont été signalés en Colombie, en Inde, au Mexique, aux Philippines, en Thaïlande et aux États-Unis. De nombreux pays, comme l'Australie, l'Angleterre, le Canada, les Pays-Bas, les Philippines et les États-Unis, ont engagé des poursuites judiciaires contre les délinquants du sexe – c'est-à-dire les clients payeurs ainsi que ceux responsables du processus qui permet l'exploitation des enfants.

Aux Philippines, où beaucoup sont touchés par la pauvreté et où près de la moitié de la population a accès à l'internet, ce type d'exploitation sexuelle des enfants serait une source de revenus pour un grand nombre de personnes de milieux défavorisés. Les prestations en ligne peuvent être réalisées à bas coût en utilisant des téléphones mobiles ou un ordinateur connecté à une webcam. La prospection de nouveaux clients est aisée, l'anonymat des clients est préservé et ils peuvent s'acquitter de leurs paiements par virement bancaire. Les enfants, souvent nus, sont exploités devant la caméra – y compris par des membres de leur famille ou de leur voisinage – et sont contraints à s'exhiber et à se livrer à des actes sexuels pour des individus qui les regardent en ligne. Dans bien des cas, les membres de la famille justifient leur décision d'accepter l'exploitation sexuelle en ligne de l'enfant en arguant que ça ne lui fait aucun mal, surtout quand il n'y a aucun contact physique direct. La méconnaissance de l'impact désastreux de cet abus sur l'enfant au plan psychologique, physique et de son développement, la complicité de la famille et la facilité de circulation de l'argent ont contribué à la diffusion de cette pratique.

Une autre menace grandissante envers les enfants est la sextorsion. Il s'agit d'une forme d'exploitation sexuelle en ligne où le prédateur obtient par piratage, contrainte, ruse ou de toute autre manière, des photos ou des informations compromettantes d'un enfant et le menace de les dévoiler si l'enfant refuse de se livrer à des actes sexuels devant une webcam.

L'exploitation sexuelle des enfants sur internet présente de nouvelles difficultés pour la police, les procureurs, les juges et les prestataires de services d'assistance aux victimes. La police et les procureurs de nombreux pays manquent de formation et d'expérience pour identifier ce crime, mener des enquêtes en ligne, obtenir des éléments de preuve auprès des fournisseurs d'internet et soumettre des pièces à conviction au tribunal. Les méthodes de cryptage sophistiquées utilisées par les criminels, telles que les réseaux d'applications et les plateformes qui permettent de masquer les adresses IP, ralentissent également ou compliquent le travail des enquêteurs. Dans ces affaires, en outre, les difficultés à obtenir la coopération des membres de la famille et des autres personnes impliquées dans le crime constituent un problème courant, de même que le manque de soins et de services spécialisés destinés aux enfants traumatisés, et plus particulièrement aux garçons.

En dépit de ces défis, les gouvernements, les organisations internationales et les ONG œuvrent en synergie pour lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne des enfants. Identifier et poursuivre en justice les auteurs de ces crimes exigent de grandes capacités d'investigation en cybercriminalité, des lois et procédures pénales qui approuvent les preuves électroniques et permettent les poursuites judiciaires pour les crimes commis en ligne, des formations spécialisées pour les procureurs et les juges, la coopération transfrontalière entre les services de répression ainsi que des soins spécialisés adaptés aux victimes mineures. Le faible coût de ce type d'entreprise criminelle (une simple connexion à l'internet et un appareil mobile ou un ordinateur connecté à une webcam), conjugué au risque minime de se faire prendre (confirmé par le nombre relativement faible de condamnations, globalement) et le fort potentiel de gains sont des facteurs qui font que l'exploitation sexuelle des enfants sur internet se développe rapidement. Pour inverser cette tendance, les gouvernements doivent mobiliser une forte volonté politique et des ressources importantes afin de pouvoir condamner les criminels du sexe, fournir des services complets aux enfants victimes et empêcher ces crimes de se produire.